

La CoVe installe ses propres centrales en autoconsommation et s'engage en faveur de la sobriété énergétique

La communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a dans le cadre de son Plan Climat, installé des panneaux photovoltaïques sur plusieurs de ses bâtiments, notamment à Carpentras. Un projet qui s'inscrit dans la politique d'utilisation d'énergie plus renouvelable de la CoVe qui devrait permettre de réduire la consommation d'électricité des bâtiments.

Trouver des solutions pour réduire le coût de l'électricité est devenu un sujet prioritaire en France pour tout le monde. Face à la flambée des prix et l'épuisement des énergies fossiles, plusieurs institutions ont commencé à agir et c'est le cas notamment de [la CoVe](#) qui vient d'équiper plusieurs de ses bâtiments avec des panneaux photovoltaïques en autoconsommation.

Un projet que la communauté d'agglomération a démarré depuis 2020 dans le cadre de son plan climat qui devrait permettre au territoire de la CoVe de fournir plus d'énergie qu'il n'en consomme à l'aube de l'année 2045. Un objectif à long terme qui permettrait à la CoVe d'obtenir [le label TEPOS](#) (Territoire à Energie Positive).

Deux centrales en autoconsommation à Carpentras

Depuis 2021, la CoVe a renforcé sa politique écologique et de développement durable afin de fortifier l'attractivité du territoire et la préservation du cadre de vie. C'est ainsi que la communauté d'agglomération a réalisé plusieurs études avec le soutien de la Région sur la possibilité et les retombées de l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des communes faisant parties de la CoVe.

Générateur d'un enthousiasme contagieux, ce projet a déduit 18 communes sur 25 au sein de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin qui ont répondu favorablement à la possibilité d'installer des panneaux sur les sites intercommunaux de leurs villes. Des paroles aux actes, l'école de Saint-Pierre-de-Vassols a été la première à expérimenter ce nouvel emménagement en octobre 2022. Peu après, la crèche Capucine à Caromb a suivi le mouvement avec succès.

Dernièrement, c'est à la crèche Les Ptits Mousses à Carpentras que la CoVe a fait installer une centrale composée de 18 panneaux de 500 Wc chacun en autoconsommation qui permet de produire une électricité peu coûteuse et peu polluante et de réduire les consommations d'énergie du bâtiment tout en garantissant une amélioration des conditions des usagers. La commune vauclusienne n'est pas en reste



Ecrit par le 10 décembre 2025

avec l'installation en 2024 de 288 panneaux de 410 Wc chacun sur l'Hôtel de communauté de la CoVe qui devrait permettre de réaliser une économie annuelle estimée à 37.600 euros.

Quelques chiffres sur ces projets d'avenir

Désireuse de poursuivre son engagement de longue date en faveur de l'environnement et des énergies renouvelables, la CoVe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et c'est le Parking du personnel de l'hôtel de communauté de l'institution présidée par Jacqueline Bouyac qui est désormais le prochain candidat à l'installation de panneaux. Les bâtiments I et G du Marché Gare et la maison des familles Le Phare devraient suivre avec des fins de travaux pour fin 2024 et mi-2025.

Pour l'ensemble de ces 7 projets, le montant total des opérations s'élève à 1.382.000 euros avec une aide participative de l'Etat à hauteur de 474.820 euros. La [Région Sud](#) a apporté un soutien financier non négligeable de 33.685 euros pour les couts annexes liés aux travaux d'installations des panneaux photovoltaïques.

Le Parc naturel régional du Luberon organise une journée nettoyage du Calavon-Coulon

Le vendredi 24 mai 2024, le Parc naturel régional du Luberon et ses partenaires organisent une nouvelle journée de nettoyage sur les bords de la rivière Calavon-Coulon à Bonnieux. L'objectif avec cette journée de sensibilisation à la gestion des déchets sera de récolter un maximum de déchets plastiques accumulés dans l'eau suite aux crues excessives.

[Le Parc naturel régional du Luberon](#) continue son engagement écologique afin de limiter les dégâts environnementaux, sociaux et économiques sur la région PACA. Après avoir organisé plusieurs opérations de nettoyage du lit du Calavon-Coulon dans le cadre du dispositif « Objectif zéro déchet plastique dans le Luberon » mis en place en 2023 via des chantiers bénévoles qui avaient permis de récolter plus de 2,5 tonnes de déchets.

En complément, des interventions mécaniques de plus grande envergure ont permis en avril 2024 d'extraire près de 75 tonnes de plastiques agricoles des berges du cours d'eau. Ces opérations de nettoyage ont été organisées avec le soutien de [la Région Sud](#), dans le cadre de l'appel à projets « Ensemble pour une nature zéro déchet plastique ».



Ecrit par le 10 décembre 2025

En cette année 2024, le Parc, accompagné de ses nombreux partenaires, réédite l'initiative le vendredi 24 mai, dès 9h30 avec une journée qui sera consacré à la récolte des déchets plastiques sur la rivière Calavon-Coulon à Bonnieux, dans le secteur du Pont Julien. L'équipe du Parc naturel régional du Luberon compte donc sur une présence accrue de bénévoles pour venir lutter contre cette problématique environnementale.

Pourquoi réaliser cette opération de nettoyage sur la rivière Calavon-Coulon ?

Avec les crues successives du Calavon-Coulon, de nombreux déchets tapissent le cours d'eau, dont des plastiques issus d'anciens dépôts stockés en berge remis à jour par la rivière. Cette pollution plastique concerne principalement le linéaire entre le Pont Julien et La Bégude dans les secteurs de Bonnieux, Roussillon et Gault.

Cette pollution plastique a des impacts environnementaux, sociaux et économiques : les espèces animales meurent, se blessent ou développent des maladies en les ingérant, les sols et l'eau sont contaminés par les microplastiques issus de leur dégradation avec une toxicité significative reconnue sur la santé humaine. Il est donc plus que nécessaire de multiplier les actions pour limiter les conséquences multiples sur l'environnement territorial du Luberon.

Infos pratiques : « Journée nettoyage du Calavon-Coulon ». Vendredi 24 mai 2024, dès 9h30. Rendez-vous au lieu-dit « La Pérussière ». 130 chemin Romieu 84480 Bonnieux.

Jacqueline Bouyac : « Je crois à une gouvernance de projet partagée »

Ecrit par le 10 décembre 2025



Présidente de la Cove (Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin), présidente du Parc naturel régional du mont Ventoux et vice-présidente de la Région Paca, Jacqueline Bouyac mise sur la co-construction. Découvrez son entretien à l'occasion de la sortie de l'édition 2021 de notre hors-série '[Le Vaucluse en Chiffres](#)'.

Comment la Cove s'est-elle adaptée à la crise sanitaire pour apporter des réponses concrètes ?

« Notre intercommunalité a dû faire preuve d'adaptabilité et d'efficacité pour répondre aux enjeux que la crise Covid a brutalement mis sur notre chemin ; que ce soient au niveau de la continuité du service public pour nos usagers, de la solidarité avec nos communes membres ou du soutien auprès des entreprises et autres acteurs du territoire. Pour le secteur économique, l'engagement annuel de la Cove de 1M€ se décline en soutien aux structures économiques locales, en actions de promotion des filières et des acteurs au sein de la Provence créative, en animation d'infrastructures consacrées aux entreprises mais aussi en actions de promotion pour asseoir le rayonnement de notre destination touristique Ventoux Provence. Ce contexte nouveau de crise nous a amenés à mobiliser des moyens supplémentaires dans un plan de relance de l'économie adapté au tissu local. J'ai porté politiquement ce plan de 500 000€ car c'était une priorité de soutenir nos entreprises fragilisées. Nous avons aussi soutenu financièrement certaines entreprises aux côtés de la Région via le 'Fonds Covid résistance'. »



Ecrit par le 10 décembre 2025

À l'image de la Région, la Cove s'est-elle affranchie de ses domaines de compétence pour répondre à l'urgence ?

« Effectivement. Tout en restant dans les champs d'intervention sur lesquels nous avons un réel levier d'action, il nous a fallu réinventer nos dispositifs d'intervention pour être au plus près des besoins. Nous avons ainsi centralisé et co-financé l'achat de masques pour les habitants de nos communes, doté le Centre hospitalier de Carpentras de sur-blouses ou participé à l'organisation et au financement de la mise en place du centre de vaccination à Carpentras. »

Quelles sont les leçons tirées du post-covid en matière de gouvernance ?

« Vous abordez là un sujet qui me tient à cœur : la gouvernance. Dès le début de mon mandat, j'ai d'ailleurs élaboré une charte de gouvernance au sein de la Cove. Je crois à une gouvernance de projet partagée pour agir sur le territoire. L'avenir du territoire passe par l'anticipation, l'innovation, la prise de risque. Nous devons tracer un chemin vertueux qui emporte l'adhésion de tous. Prenons un exemple : celui du tourisme fortement impacté par la crise. Certes, le cadre réglementaire fixe les contours de notre intervention dans ce domaine. Mais il nous appartient avant tout de définir quel tourisme nous voulons pour demain. Et vous le voyez bien, cela ne peut se construire et réussir que dans le cadre d'une approche transversale avec l'ensemble des acteurs du territoire : la Cove, les communes, l'Office de tourisme intercommunal, les professionnels de terrain, le Parc naturel régional du mont Ventoux, la 'Smart destination' de la Région et bien d'autres. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus raisonner et agir en « silos » : par échelon de collectivité, par secteur public ou privé... »

« L'avenir du territoire passe par l'anticipation, l'innovation, la prise de risque. »

Le PNRV, un atout pour le territoire ou une contrainte administrative supplémentaire ?

« Sans hésitation, c'est un formidable atout pour ceux qui aiment le Ventoux ! Parle-t-on de contraintes lorsque les jeunes écogardes du Parc surveillent nos forêts en période estivale ou lorsque le parc intervient concrètement pour reconstruire le massif des Dentelles détruit par l'incendie de cet été ? Le parc impulse en cette fin d'année un projet alimentaire dans nos cantines et nos foyers en faveur du 'produit local et consommé ici'. Nous finalisons le déploiement de la marque 'Valeurs parc' pour distinguer les acteurs du tourisme et de l'agriculture qui se mobilisent en faveur de leur territoire. Le Parc, ce sont aussi des moyens financiers spécifiques qui sont mobilisés pour tous les partenaires. Je citerai pour exemple la quatrième génération du programme Espace Valléen que nous venons de décrocher, 6M€ consacrés à l'écotourisme et à la gestion des sites de nature, notre candidature au programme européen Leader en 2022, 3,5M€ pour l'agriculture, le tourisme ou la culture, ou le tout nouveau 'Contrat de parc' qui tenait à cœur au président de Région. Lorsque nous sommes unis, nous avons la capacité de convaincre les collectivités partenaires, l'État et l'Europe pour nous soutenir. Vous l'avez compris, le parc est un dynamiseur mais pas un 'empêcheur de tourner en rond'. »



Ecrit par le 10 décembre 2025

Développement économique : comment avoir l'oreille de l'État et de l'Europe ?

« En menant des projets ambitieux ou innovants, comme par exemple la 'Gare numérique' ou le développement raisonné des stations du mont Ventoux. La Cove postule à de nombreux dispositifs et appels à manifestation d'intérêt qui nous permettent en retour de crédibiliser notre rôle et d'être identifiés comme un partenaire solide auprès de la Région et de l'État. À titre d'exemple, plusieurs de nos communes sont labellisées 'Cœur de ville' ou 'Petite ville de demain' et notre territoire bénéficie du label 'Territoire d'industrie' et de 'Smart destination'. En matière économique, nos principaux axes d'intervention sont, notamment par le prisme de la transition écologique, l'accompagnement à la relance, le soutien à l'attractivité et à l'innovation et la mise en place d'actions ciblées en fonction de secteurs identifiés : tourisme, agro-agri, commerce, immobilier et circuits courts. Ma casquette de vice-présidente de la Région me permet également d'être au cœur des dispositifs d'intervention comme le CRET ou le SRADDET. »

« Le parc est un dynamiseur mais pas un 'empêcheur de tourner en rond'. »

Comment placer l'avenir du territoire au-dessus des rivalités politiques ?

« À la Cove d'abord, nous sommes engagés et mobilisés sur nos 25 communes pour créer un territoire capable de satisfaire l'ensemble des besoins de sa population et dans l'intérêt général de tous ! La place du débat politique est dans les conseils municipaux. Je ne souhaite pas que les conseils communautaires refassent les débats majorité-opposition des conseils municipaux. L'étymologie du mot Intercommunalité n'est-elle pas 'Inter' ensemble et 'co' avec ? Pour le parc, la mission qui m'a été confiée était de rassembler pour bâtir un projet de territoire qui fasse consensus. Avec 37 communes adhérentes (sur 39), force est de constater que nous avons dépassé les clivages politiques. Dans la méthode de travail, tout comme dans la conduite des projets, le dialogue et la concertation sont au service d'un projet commun tourné vers la transition écologique et la préservation patrimoines. Lorsque élus, institutions, entreprises et associations se rassemblent, c'est pour le bien de tous. Le Parc naturel régional est un projet collectif qui fait sens autour du Ventoux et, le plus important, c'est bien le Ventoux ! »

« Je ne souhaite pas que les conseils communautaires refassent les débats majorité-opposition des conseils municipaux. »

À quoi ressemblera la Cove en 2050 ?

« En 2050, la Cove sera un territoire qui, je l'espère, aura opéré sa mutation par une transition économique et écologique. Sur la transition économique d'abord, nous travaillons par exemple sur le

Ecrit par le 10 décembre 2025

secteur touristique avec la compétence de gestion des stations du Mont-Ventoux et nous conduisons un vaste programme de diversification des activités du Mont-Ventoux face à l'évolution du climat. Sur la transition écologique ensuite, nous serons, si nous atteignons les objectifs de notre plan 'Climat air énergie territorial', un territoire Tepos, c'est à dire un territoire à énergie positive. Notre objectif est de diminuer de près de 47% la consommation énergétique du territoire et d'augmenter la production d'énergie renouvelable pour passer de 6% en 2015, à 38% en 2030 et 110% en 2050. Comment ? En intervenant par exemple sur le développement des énergies solaires, sur la rénovation énergétique de l'habitat et sur une offre concrète de mobilité douce par un schéma directeur des pistes cyclables pour les déplacements quotidiens. En 2050, il sera donc possible de se rendre sur son lieu de travail à vélo, entre les villages ou vers la ville centre, ou de se rendre dans un bâtiment public autonome en consommation grâce à sa couverture en photovoltaïque. »

Olivier Véran à Carpentras : « caravane médiatique » et subvention étatique

Ecrit par le 10 décembre 2025



En mai dernier, les Vauclusiens assistaient à une visite similaire du ministre de la Santé, rompu à l'exercice. C'est cette fois-ci à Carpentras et Beaumes-de-Venise qu'Olivier Véran a fait escale dans sa tournée des territoires.

Le ministre des Solidarités et de la Santé a foulé le sol vauclusien ce jeudi 16 décembre. Quelques parlementaires de Vaucluse étaient dans les rangs pour l'accueillir : les sénateurs Alain Milon et Jean-Baptiste Blanc, les députés Adrien Morenas et Julien Aubert. Ce dernier, qui « comme le veut le protocole républicain » a également tenu à être présent. Au programme, visite du centre de vaccination et de la clinique Synergia de l'hôpital Pôle santé à Carpentras. « Au-delà de la caravane médiatique », formulation empruntée à Serge Andrieu, édile de Carpentras, la visite a permis d'acter définitivement la subvention pour la rénovation et l'amélioration de la qualité des urgences de l'hôpital. Des travaux « d'une absolue nécessité » de l'aveu du maire.

La Région Sud avec le soutien de Renaud Muselier en qualité de président, et de Jacqueline Bouyac,



Ecrit par le 10 décembre 2025

présidente de la Cove et vice-présidente de la Région, a abondé pour un montant de 2,7 millions d'euros. L'Etat apporte pour sa part une aide de 2,8 millions d'euros dans le cadre du Segur de la Santé. Une enveloppe totale presque salvatrice au regard du million d'euros dépensé depuis un an en raison de la Covid. Le maire ajoutera avec le pragmatisme qui le caractérise : « chaque personne qui a fréquenté les urgences sait qu'il faut les agrandir. »

Egalement au programme de cette journée, l'inauguration et la visite des locaux de la nouvelle maison de santé pluriprofessionnelle de Beaumes-de-Venise. Le ministre et Renaud Muselier ont signé un contrat État-Région de plus d'1,4 milliard d'euros en vue de la rénovation du service de santé régional. Une plaque a été dévoilée à l'issue de la visite.

Soixante événements dédiés à l'emploi en Paca, les 25 et 26 novembre

Ecrit par le 10 décembre 2025



Les 25 et 26 novembre prochains se déroulent les '100% emploi' organisés par Pôle emploi. Près de 60 événements sont organisés dans toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour que demandeurs d'emploi et recruteurs se rencontrent.

Les 100% emploi, ce sont des forums et des job-dating dans les secteurs qui recrutent dans la région Sud : industrie, commerce, transport-logistique, numérique, hôtellerie-restauration ou encore services à la personne. Une occasion pour les candidats de passer l'étape du CV et de pouvoir directement mettre en avant leurs compétences et savoir-être face au recruteur. C'est aussi pour les entreprises l'occasion d'ouvrir leurs portes et de faire découvrir leurs métiers in situ comme à Martigues avec la visite du site de [Total Oleum](#), à Courthézon avec [Le Roy logistique](#) ou encore à Menton avec les commerçants et artisans des Halles.

Les 100% emploi, c'est également l'opportunité de proposer de nouvelles manières de se rencontrer pour faire tomber les a priori et révéler les compétences de chacun. 'Du stade vers l'emploi' permet à travers les valeurs du sport de montrer le potentiel professionnel des candidats, deux médaillés olympiques seront présents pour encourager les participants. 'Tous en cuisine' favorise les échanges informels lors de la préparation d'un repas, 'la place de l'emploi et de la formation' part à la rencontre des habitants pour leur proposer des solutions d'insertion et 'l'entreprise éphémère' dynamise la recherche d'emploi à

Ecrit par le 10 décembre 2025

travers l'action.

Webinaires, ateliers, 'Facebook live', visites d'entreprise, rencontres décontractées avec des recruteurs, autant de façons différentes d'appréhender la réalité d'un métier. Les échanges se feront à distance, dans les agences, en entreprises, chez les partenaires ou dans les tiers lieux. Retrouvez tout le programme [en cliquant ici](#).

L.M.

Région Sud : 4 mois de gratuité sur le réseau de transport

Ecrit par le 10 décembre 2025



Dès la rentrée prochaine, la Région Sud proposera Le ticket 'ZOU ! Liberté Jeunes', qui permettra aux 18-26 ans, résidant dans la région Sud, de se déplacer gratuitement sur tout le réseau régional pendant 4 mois.

Du 1er septembre au 31 décembre 2021, ils pourront emprunter les bus et trains régionaux en illimité* pour circuler sur tout le territoire régional, se rendant ainsi sur leur lieu de travail, de loisirs, d'activités ou de vacances gratuitement. La région compte 482 000 jeunes âgés de 18 à 26 ans, dont 205 000 en formation et 277 000 déjà engagés dans la vie professionnelle ou en voie d'insertion.

Mode d'emploi

Sur les TER : les bénéficiaires devront télécharger à chaque trajet un ticket gratuit sur l'application Assistant SNCF ou le site TER SUD. Sur les bus ZOU! : les bénéficiaires devront présenter au conducteur à chaque trajet une pièce d'identité avec une photo (CNI, passeport, permis de conduire ou titre de

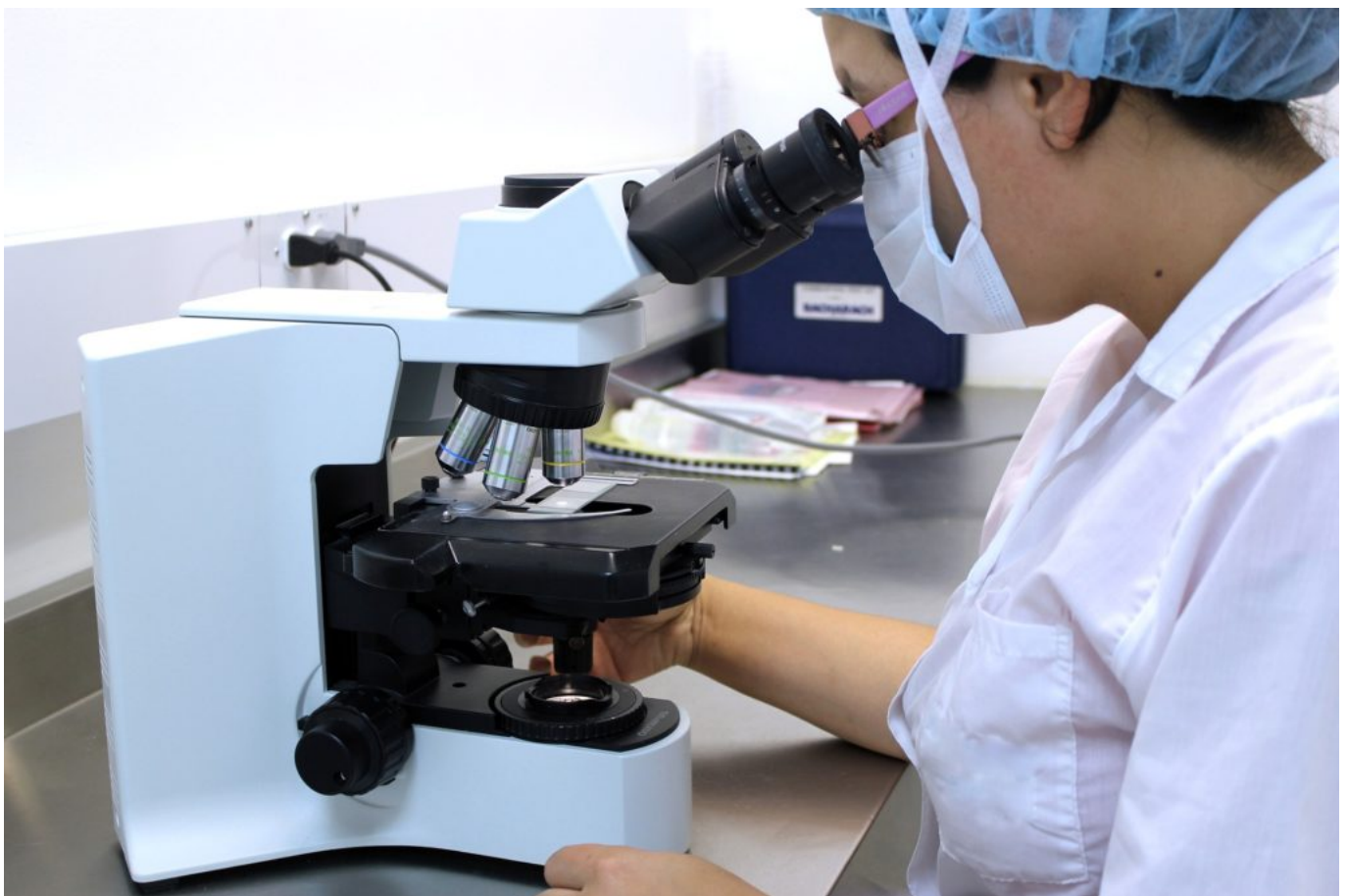
Ecrit par le 10 décembre 2025

séjour). Sur la ligne de train ZOU ! Chemins de Fer de Provence : les bénéficiaires devront présenter au Chef de train à chaque trajet une pièce d'identité avec une photo (CNI, passeport, permis de conduire, titre de séjour).

Plus d'informations sur : <https://zou.maregionsud.fr/>

*Hors lignes de bus spécifiques aux transports scolaires.

L'Inpi et la Région Sud ensemble pour l'innovation



Ecrit par le 10 décembre 2025

L'Institut national de la propriété industrielle et la région Provence-Alpes-Côte d'azur renouvellent leur collaboration pour une durée de trois ans. Objectif ? Soutenir et protéger l'innovation par la formation des entrepreneurs et chercheurs.

L'innovation représente la base de l'engagement de l'[Institut national de la propriété industrielle](#) (Inpi), qui délivre les titres de propriété industrielle (brevets, marques, dessins et modèles) et accompagne les innovateurs dans leur stratégie de protection et de défense des droits de propriété industrielle. La [Région Sud](#) affiche la protection de la propriété intellectuelle comme l'un des objectifs majeurs de sa politique de soutien à la recherche et au développement économique. Un objectif qui doit « être gage de croissance et de créations d'emplois. »

67 entreprises accompagnées

L'Inpi et la Région Sud ont travaillé conjointement lors d'un premier partenariat 2018-2020 pour aider les acteurs régionaux privés et publics à rentabiliser les résultats de leur recherche, leur assurant ainsi un avantage compétitif stratégique. En 3 ans, 67 entreprises ont ainsi été soutenues pour sécuriser leurs relations partenariales techniques ou commerciales dans le cadre d'un projet innovant. 88 entreprises ont été aidées pour protéger leurs actifs par un titre de propriété industrielle en France et à l'international.

En 2021, l'Inpi et la Région Sud renouvellent le partenariat, notamment dans le domaine de la transition numérique, écologique et énergétique ainsi que sur les [secteurs d'excellence de la Région Sud](#). Le but étant que les entreprises régionales intègrent mieux la propriété intellectuelle dans leur stratégie de développement pour rester parmi les leaders dans leur domaine, valoriser leur excellence mais aussi lever des fonds et nouer des partenariats.

Soutien financier et promotionnel

Concrètement, la convention prévoit un soutien financier de la Région aux dispositifs déployés par l'Inpi, pour minimiser le coût restant pour les bénéficiaires (prise en charge à hauteur de 75 % du coût entreprise). Les deux acteurs misent également sur des actions de communication autour de la propriété intellectuelle. La première action commune aurait lieu à l'occasion du salon [Viva technology](#), au mois de juin, sous la forme d'une table ronde réunissant start-up, Région et Inpi.

Comment l'Inpi intervient ?

Pour favoriser le recours à la propriété industrielle comme levier de compétitivité des entreprises, l'Inpi a mis en place une politique de soutien baptisée 'Coaching Inpi'. Cet accompagnement repose notamment sur le [prédiagnostic](#) (état des lieux et recommandations personnalisées) ; le [programme start-up](#) (intégrer la propriété intellectuelle en tant que force pour ses levées de fonds) ou le '[Pass PI](#)' (soutien financier). Le programme '[Alliance PI](#)' (Propriété intellectuelle) vise quant à lui à maîtriser les enjeux de propriété intellectuelle et les transferts de technologie public-privé. Enfin, la [cartographie](#) des inventions brevetées permet aux entreprises d'analyser leur environnement technologique et concurrentiel mondial



Ecrit par le 10 décembre 2025

pour orienter leur stratégie d'innovation.

Quelques exemples

Plusieurs exemples de l'action croisée Inpi/Région illustrent cette collaboration. La société [Hysilabs](#), start-up dans le domaine du transport de l'hydrogène, a bénéficié d'une cartographie lui permettant de visualiser le positionnement distinctif de sa technologie dans son environnement concurrentiel. Cette représentation cartographique a pu alors être valorisée auprès des investisseurs. L'entreprise [Richel group](#), fabricant de serres agricoles depuis plus de 50 ans, a suivi le cursus de perfectionnement à la propriété intellectuelle avec la 'Master class PI' et a ainsi intégré de manière plus systématique la PI dans son activité d'innovation. Enfin, la Région et l'Inpi ont pu travailler conjointement sur les salons régionaux (le salon des entrepreneurs, le salon [Innovative City](#)) et proposer plusieurs conférences sur la PI à près d'une soixantaine d'entreprises.

L.M

'On a tous besoin du Vaucluse' : le Département mise sur les touristes français

Ecrit par le 10 décembre 2025



Le [Conseil départemental de Vaucluse](#) et son agence d'attractivité, [Vaucluse Provence Attractivité](#) (VPA), associée à ses partenaires, ont décidé d'unir leurs moyens pour porter un plan de relance touristique incluant une campagne de communication, forte d'un budget global approchant le million d'euros.

Le collectif Sud, coordonné par le Comité régional de tourisme (CRT), lance à partir du 2 mai une nouvelle campagne : 'On a tous besoin du sud'. Dans un contexte sanitaire fragile, le comité et ses partenaires misent sur la clientèle française pour compenser la faible présence des clients internationaux. En collaboration avec la [Région Sud](#), 11 acteurs majeurs du tourisme de Provence-Alpes-Côte d'Azur se sont regroupés, permettant ainsi de mutualiser les moyens. Le CRT abonde 60% de la mise de départ de chaque partenaire, en parallèle, l'approche collective permet des achats groupés et des négociations avantageuses auprès des médias et des partenaires privés.

Le concept, signé par [l'agence Sunmade](#), se déclinera en plusieurs slogans départementaux et s'adressera à la fois à une cible nationale et à une cible de proximité pour séduire nos voisins de Rhône-Alpes et d'Occitanie ou même encourager le tourisme intra-régional. « Un Marseillais peut être séduit par le tourisme patrimonial en Vaucluse, un Alpin par un circuit oenotouristique dans la vallée du Rhône et un Niçois par les paysages du Luberon », précise le Département.

Fédérer autour du tourisme local

La communication collective fédère la Région, les six Départements et les grands offices métropolitains.

Ecrit par le 10 décembre 2025

Une campagne qui s'inscrit dans un plan de relance d'envergure pour soutenir les professionnels du tourisme et « démontrer la diversité, la richesse et la complémentarité de l'offre touristique. » Selon Maurice Chabert, président du Conseil départemental de Vaucluse et Président de Vaucluse Provence Attractivité : « quatre visuels ont été retenus, qui évoquent quatre visages du tourisme d'excellence en Vaucluse : le tourisme patrimonial, avec une famille qui s'apprête à découvrir le [Palais des papes](#) d'Avignon, la randonnée et le slow tourisme au cœur des Dentelles de Montmirail, la balade dans un paysage de carte postale typique du département (un champ de lavande entre Sault et Aurel) et enfin le tourisme sportif avec des vététistes prêts à dépasser leurs horizons. »



©Teddy Verneuil/Sunmade

1M€ d'achat d'espaces publicitaires

La campagne se traduira par près de 180 spots TV sur France Télévisions aux heures de grande écoute, et près de 370 spots radio sur Europe1 et NRJ seront diffusés d'ici la fin-mai. En parallèle, une vaste campagne digitale sera déployée en mai, juin et septembre, en collaboration avec [Le Monde.fr](#). A cela,

Ecrit par le 10 décembre 2025

viendra s'ajouter une présence sur des sites premium news et lifestyle, sur les réseaux sociaux et sur le replay de France Télévisions.

Trois acteurs privés ont été retenus par le collectif : [Webedia](#), [Hotels.com](#), [voyage-privé](#), renforcés par une opération spéciale sur Facebook pour promouvoir les campings de la Région Sud. Cette collaboration représente ainsi tous les types d'hébergements, de l'hôtel toutes catégories au locatif. Outre la cible grand public, VPA et le collectif ont également proposé à une centaine de tour-opérateurs des séjours originaux : week-ends vélo assistance électrique concoctés, séjours concoctés par les offices de tourisme [Avignon Tourisme](#) et [Luberon Cœur de Provence](#), ou encore des offres oenotouristiques sur la [Vallée du Rhône](#) conçues par l'agence [A la Française](#).



©Teddy Verneuil/Sunmade

L.M.

Vœux : le président de la Région Sud veut des citoyens sans craintes ni culpabilité

Plus de « comités scientifiques à deux balles » mais des expérimentations pour revenir à la « vraie vie » en aidant des citoyens n'ayant plus ni craintes, ni culpabilité. Voilà le vœu de [Renaud Muselier](#) qui ne désespère pas d'apporter, au sein de l'action publique, un peu de « bon sens et de professionnalisme » en 2021. Et un peu plus d'argent...

Au moment de ses vœux à la presse intitulés cette année « on a tous besoin d'être ensemble », Renaud Muselier pense naturellement à un avenir plus que jamais incertain. Forcément, il revient au début de cette crise sanitaire. Celle qui a vu la création du fameux 'Conseil scientifique' et son inénarrable Delfraissy. Celui ayant « réuni autour de lui un des copains qui discutent pendant des heures, coupent des cheveux en 10, rédigent des rapports trop longs et en mauvais français » (Le Figaro, 13/11/2020). Ces chapeaux à plumes agacent le président de région qui, dès le départ, a pourtant proclamé sa volonté de ne pas polémiquer. « C'est un réflexe d'urgentiste : plus la situation est grave, plus il faut être calme », justifie-t-il pour la première fois. Forcément, « il fallait avant tout échapper à un effondrement brutal ». Mais qu'en est-il aujourd'hui, à l'approche des élections, se demandent les journalistes, tous coincés en visio-conférence ?

« C'est un bazar dans lequel on ne pouvait que se perdre »

« C'est moins sympa qu'avant, hein ? », lance Renaud Muselier avant de faire la rétrospective de l'ère Veran. « Le ministère de la santé n'a jamais eu de doctrine stable. Tous les critères d'évaluation de l'épidémie, tous les formats de prévention et toutes les échelles ont été employées, sans stratégie commune. C'est un bazar dans lequel on ne pouvait que se perdre », s'étrangle le médecin, déplorant qu'on ne donne aucune « espérance, ni visibilité » à la population. A nos yeux de 'péquins', rien ne justifie plus rationnellement - tantôt l'ouverture, tantôt la fermeture - de telle ou telle activité, ni les politiques publiques au bout d'un an d'incertitudes.

Dernier épisode en date, l'épopée vaccinale. « C'est à peine si on arrive à 85 injections par jour et par centre de vaccination au nombre de 96 dans la région », relève sèchement Renaud Muselier, « le gouvernement ayant créée une pénurie entre la population locale ciblée (700 000 personnes) et les commandes livrables permettant de protéger à peine un peu plus de 140 000 d'entre elles ».

Entre temps, le conseil régional aura agi : 1,4 milliard d'euros principalement pour soutenir l'économie et



Ecrit par le 10 décembre 2025

faire face à la situation sociale lors de la première vague, 146M€ de plus pour la deuxième et 13M€ de masques distribués, se radoucit Renaud Muselier qui veut néanmoins - et désormais - entamer une 'guerre de mouvement' contre l'épidémie afin de « sortir du dogme de l'Etat qui s'enferme dans une guerre de tranchée ».

« Rien ne semble jamais plus urgent que de reconfiner »

Ce n'est pas du tout gagné : l'Etat n'a pas voulu que les collectivités achètent des masques, ni de machines de test PCR. Aujourd'hui, il ne veut pas qu'elles achètent et distribuent des auto tests salivaires d'origine chinoise, pourtant fiables à 98%, assure le président de la Région. « C'est l'avenir, ces auto tests ! On le voit pour le diabète, la tension ou la fécondation. Et demain ce sera le cas pour l'épidémie ». La doctrine se tient : sans écouvillon, la généralisation des tests faits à partir de crachats est largement plus acceptable pour la population et les aspects juridiques de l'usage d'un outil intrusif et notoirement désagréable peuvent être évités sans encombre. « Mais là encore, nous attendons toujours la validation des autorités sanitaires, qui, comme d'habitude traînent », peste-t-il. Rien ne semble jamais plus urgent que de reconfiner, sans limite, pour un ministre de la santé qui ne répond pas aux courriers des présidents de région.

« Ceux qui opposent vaccins et soins trahissent la médecine »

Dans une guerre de tranchée, pas question non plus d'expérimenter. « Si on veut retourner à la vie, il faut faire des expérimentations collectives comme cela se fait partout ailleurs, simples et faciles à faire. Par exemple, organiser un spectacle avec un protocole d'accès qui consiste à faire rentrer dans une salle de spectacle toutes les personnes testées négatives et à en écarter les autres. Puis, refaire des tests, pour vérifier que tout va bien pour tout le monde. Ce dispositif a bien fonctionné en Espagne où l'on a relevé 0% de contamination. On doit bien pouvoir le faire dans un pays qui utilise des placebos», ironise-t-il, avant d'en remettre une louche, bien plus tenace : « à ce propos, ceux qui opposent vaccins et soins, alors qu'ils sont complémentaires, trahissent la médecine ». Mais la question des soins reste pour l'instant taboue...

Au moins jusqu'aux prochaines élections, dont celle des régionales, prévues pour l'instant en juin au lieu de mars. « Je serais candidat si, et seulement si, j'ai été à la hauteur de la crise sanitaire et que je peux soutenir une candidature avec des gens qui m'aident », prévient-il. « Je remarque qu'il n'y a pas grand monde pour m'expliquer que faire, ni de candidat à ma succession (...) Je suis cependant inquiet s'agissant des drames sociaux épouvantables qui peuvent se produire et notamment de l'aggravation de la situation dans les Alpes, après la visite que j'ai faite à Orcières-Merlette ». L'élection pourrait donc se faire sur l'idée que l'Etat « fait » (bon an, mal an) avec la Région qui, elle, se charge au plus près des territoires... On éviterait ainsi toute polémique inutile, en se conformant au vieux principe « si vis pacem, para bellum ». L'arsenal est solide des deux côtés.



Ecrit par le 10 décembre 2025

« 5 milliards d’euros pour les 5 millions d’habitants de la région »

Car, au rayon des satisfactions pour 2021, il y a tout de même le contrat d’avenir Etat-Région pour la période 2021-2027, signé début janvier avec le premier ministre d’un montant de 5,1 milliards d’euros – contre 1,8 milliards du temps de Michel Vauzelle, ajoute l’élu actuel – auxquels s’ajouteront des fonds européens. « Ces grands chiffres n’ont de sens que si nous sommes capables de mettre en face une stratégie, une ossature, des moyens, un mode d’emploi clair, un calendrier et des résultats quantifiables ».

Pour le Vaucluse, quelques enveloppes sont déjà annoncées, s’agissant de projets identifiés : 4M€ pour la rénovation thermique sur 283M€ prévus pour l’ensemble régional ; 1,5M€ pour l’Université dans le cadre de la transition énergétique de l’enseignement supérieur sur 180M€ qui lui sont consacrés en Provence-Alpes-Côte d’Azur ; 4,8M€ pour l’aménagement des grands festivals dont celui d’Avignon sur un budget global de 94M€.

Rappelons que les orientations prioritaires pour les Fonds européens (2021-2027), votées en décembre dernier, représentent pour l’heure une manne de 1 milliard d’euros directement engagée par l’assemblée régionale sur les fonds habituels (Feder, Feader, FSE) et le nouveau Fonds ‘React-EU’, utilisable pour la santé, la numérisation, la transition énergétique dans les transports et l’investissement dans les PME doté de 117M€.